

Communiqué de presse du 1/02/2018

Politique, justice et répression en Occitanie : le collectif régional TNE-OE prône le dialogue face au mépris et aux provocations

Il semble que nos luttes contre l'éolien industriel ne croisent aucun interlocuteur politique avec qui nous pourrions échanger, discuter, comparer des choix de société liés à des choix industriels.

Nous ne rencontrons que la justice comme ultime recours, car il n'y a aucun dialogue politique, ou comme dernière humiliation quand la force publique ou les promoteurs et leurs batteries d'avocats nous noient sous les procès.

Dans ce contexte la nomination d'Alain Fauconnier (*) comme chef de file du groupe « accompagner l'acceptabilité des projets d'énergies renouvelables dans les zones de montagne », dans le cadre du Parlement de la Montagne proposé par la Région, est une caricature.

Comment un élu qui méprise ses opposants au point de les insulter comme récemment sur le chantier de Crassous (12), refuse le dialogue et préfère porter plainte à propos d'une soi-disante agression, peut-il être choisi pour cette mission ? (**)

Cela illustre ce que nous dénonçons plus haut : pas de vrai débat sur des choix imposés aux populations, criminalisation des opposants, nomination à une mission censée favoriser le dialogue entre décideurs et habitants d'un élu qui ne connaît que le monologue du pouvoir.

La région Occitanie envoie ainsi un bien mauvais message à tous ceux qui croient à la nécessité de faire que la transition énergétique soit l'occasion d'un enrichissement démocratique.

()Alain Fauconnier, ancien sénateur, est maire de St Affrique (12), président du Parc naturel régional des Grands Causses où se déroule actuellement le conflit autour du méga transformateur de St Victor et Melvieux - destiné à évacuer l'électricité des centaines d'éoliennes industrielles - auquel s'oppose entre autres l'Amassada.*

*(**) il n'est pas exclu que les personnes insultées par A.Fauconnier portent plainte.*

PS : dans le même ordre d'idées, on peut se demander ce que fait André Cabrol, ancien maire de Lacaune (81) - mis en examen pour prise illégale d'intérêt dans un parc éolien - à la commission du PNR de Haut Languedoc chargée de donner un avis sur les projets éoliens.

Contact : Toutesnosenergies@laposte.net

Presse : Jean Pougnet – 04 67 97 51 27 – 06 46 03 19 15 – pougnet.jean@gmail.com